CC

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 48.768/2
DU 25 OCTOBRE 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 28 septembre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "assurant la transposition de la directive 2009/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie des dépôts en ce qui concerne le niveau de garantie et le délai de remboursement", a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si l'avant-projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité de déposer un projet de loi devant le Parlement.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Il y a lieu d'établir et de joindre au projet qui sera déposé à la Chambre des représentants un double tableau de transposition faisant apparaître précisément, et dans les deux sens, la correspondance entre les dispositions de la directive partiellement transposée et celles du projet qui ont pour objet de les transposer [1], afin notamment que

(1) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandations nos 191 à 193, et plus particulièrement :
"191.1. Pour contrôler qu'une directive est transposée correctement et complètement, établissez un tableau de correspondance entre les (subdivisions des) articles de la directive et les (subdivisions des) articles de l'acte de transposition que vous rédigez. Mentionnez également dans ce tableau :
a) les (subdivisions des) articles de la directive qui ont éventuellement déjà été transposés, en correspondance avec les actes de droit interne et les (subdivisions des) articles qui ont procédé à cette transposition;
b) les (subdivisions des) articles de la directive qui doivent encore être transposés par une autre autorité.
191.2. Pour pouvoir lire chaque article de l'acte de transposition à la lumière des exigences de la directive, établissez aussi un tableau de correspondance entre les (subdivisions des) articles de l'acte de transposition et les (subdivisions des) articles de la directive".

les Chambres puissent se prononcer en connaissance de cause quant au choix des moyens qu'il leur est proposé de mettre en œuvre en évitant que l'exercice du droit d'amendement prévu par l'article 76 de la Constitution excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen reconnaît aux États membres [2].

Pour que cette information soit complète, le double tableau de la transposition doit aussi indiquer la correspondance entre les dispositions de la directive 2009/14/CE et les autres textes que celui en projet destinés à en assurer partiellement la transposition par ailleurs. Ainsi, par exemple, le résumé précédant l'exposé des motifs de l'avant-projet mentionne l'arrêté royal du 29 août 2009 modifiant l'arrêté royal du 25 mai 1999 relatif au contenu de l'information à procurer aux déposants et aux investisseurs, qui transpose l'article 1er, point 5), de la directive 2009/14/CE, ainsi que l'arrêté royal du 16 mars 2009 relatif à la protection des dépôts et des assurances sur la vie par le Fonds spécial de protection des dépôts et des assurances sur la vie, auquel des modifications doivent aussi être apportées dans le cadre de la transposition de cette directive; l'introduction de l'exposé des motifs rappelle en outre que l'augmentation, au plus tard le 31 décembre 2010, du niveau de la garantie des dépôts prévue par l'article 1er, point 3, a), de la directive 2009/14/CE, "a déjà été réalisée en droit belge par l'arrêté royal du 14 novembre 2008 portant exécution de la loi du 15 octobre 2008 portant des mesures visant à promouvoir la stabilité financière et instituant en particulier une garantie d'État relative aux crédits octroyés et autres opérations effectuées dans le cadre de la stabilité financière, en ce qui concerne la protection des dépôts et des assurances sur la vie, et modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, confirmé par la loi-programme du 22 décembre 2008".

---

(2) De plus amples développements sont consacrés à cette question dans le rapport annuel 2008-2009 du Conseil d'État - www.raadvst-consetat.be, onglet "L'institution", bouton "Rapports annuels", 2008-2009, pp. 47 à 49, dans le chapitre II, section C.2.a : La transposition de directives et l'établissement de tableaux de correspondance - qui renvoie aussi, sur ce point, au rapport annuel 2005-2006, chapitre 2, B.III, nos 15 à 17.

2. La Banque nationale a suggéré, dans son avis du 1er septembre 2010, qu'

> "afin de tenir compte des nouvelles fonctions qui seront prochainement exercées par la Banque Nationale de Belgique en matière de contrôle prudentiel, de remplacer les références dans le texte de l'avant-projet à la «Commission bancaire financière et des assurances/Banque nationale de Belgique» par la référence à «autorité en charge du contrôle prudentiel»".

La loi du 2 juillet 2010 modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers, ainsi que la loi du 22 février 1998 fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique, et portant des dispositions diverses prévoit en effet la réorganisation du contrôle prudentiel des établissements financiers. Pour une correcte information du Parlement, il faudrait que l'exposé des motifs identifie concrètement l'"autorité en charge du contrôle prudentiel" visée dans le dispositif, en fonction des distinctions et transferts de contrôle prudentiel [3] résultant de l'exécution de cette loi du 2 juillet 2010.

Observations particulières

Arrêté de présentation

Suivant le code de légistique [4], c'est seulement lorsque l'avant-projet de loi a été soumis à l'avis du Conseil d'État uniquement à propos de la compétence, en application de l'article 3, § 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, qu'il y a lieu de mentionner cette disposition, l'urgence et sa motivation, ainsi que l'avis de la section de législation, dans le préambule de l'arrêté de présentation du projet : la mention du présent avis y sera donc omise, puisque la section de législation du Conseil d'État n'est pas en l'occurrence saisie en application de cette disposition légale.

---

(3) Au Comité des risques et établissements financiers systémiques, dans un premier temps, et ensuite à la Banque nationale de Belgique.

(4) Voir plus particulièrement les recommandations nos 36.4 et 227, point b), ainsi que la formule F 3-5-5 et le modèle F 5 constituant le chapitre 5 de la partie 5.

Dispositif

Article 1er nouveau

Comme l'indique son intitulé, l'avant-projet tend à assurer la transposition de certaines des dispositions de la directive 2009/14/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 modifiant la directive 94/19/CE relative aux systèmes de garantie des dépôts en ce qui concerne le niveau de garantie et le délai de remboursement.

L'article 2, § 1, alinéa 3, de cette directive 2009/14/CE prévoit que les dispositions législatives nécessaires pour s'y conformer et adoptées par les États membres à cet effet "contiennent une référence à la présente directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle. Les modalités de cette référence sont arrêtées par les États membres."

Le dispositif de l'avant-projet doit en conséquence être complété par un article 1er nouveau mentionnant les références adéquates aux dispositions de la directive que ses autres articles transposeront partiellement [5].

Article 2

Selon l'article 110, alinéa 5, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit,

> "Les organismes gérant des systèmes belges de protection des dépôts peuvent conclure avec des organismes étrangers toutes conventions de collaboration".

(5) *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet "Technique législative", recommandations nos 94 et 195, formules F 4-1-2-1 à 4-1-2-3.

Dans l'alinéa en projet à l'article 2, 2/, l'expression "organismes visés à l'alinéa 5" est par conséquent équivoque, puisque cet alinéa 5 vise non seulement les "organismes gérant des systèmes belges de protection des dépôts", mais également des "organismes étrangers". Le texte doit par conséquent être revu pour lever cette ambiguïté et ainsi assurer une transposition correcte de l'article 10, paragraphe 1, alinéa 4, de la directive 94/19/CE, suivant lequel "[l]es États membres veillent à ce que les systèmes de garantie des dépôts testent régulièrement leurs dispositifs".

Article 3

À la fin de la phrase en projet au 2/, il n'y a pas lieu de citer à nouveau l'intitulé de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 portant exécution de la loi du 15 octobre 2008 portant des mesures visant à promouvoir la stabilité financière et instituant en particulier une garantie d'État relative aux crédits octroyés et autres opérations effectuées dans le cadre de la stabilité financière, en ce qui concerne la protection des dépôts et des assurances sur la vie, et modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers.

Cette phrase doit en effet compléter l'article 110*bis*[2], § 2, alinéa 1er, de la loi du 22 mars 1993, alinéa remplacé par l'article 164 [6] de la loi-programme du 23 décembre 2009 et dont la dernière phrase est :

> "Ce remboursement par le Fonds est aussi limité à l'intervention d'un maximum de 100.000 euros par le Fonds spécial de protection des dépôts et des assurances sur la vie, visés à l'article 6, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 portant exécution de la loi du 15 octobre 2008 portant des mesures visant à promouvoir la stabilité financière et instituant en particulier une garantie d'État relative aux crédits octroyés et autres opérations effectuées dans le cadre de la stabilité financière, en ce qui concerne la protection des dépôts et des assurances sur la vie, et modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers".

Il suffit donc d'écrire, à la fin de la phrase en projet, qui suivra directement celle ci-dessus, "en concordance avec cet article 6, alinéa 1er".

---

(6) Conformément à l'article 172 de la loi-programme du 23 décembre 2009, son article 164 doit entrer en vigueur le même jour que l'article 3 de l'avant-projet examiné, le 1er janvier 2011.

Article 5

L'alinéa en projet à l'article 5, 2/, appelle, *mutatis mutandis* [7], la même observation que celui en projet à l'article 2, 2/.

Article 6

La rédaction de la phrase en projet à l'article 6, 2/, appelle, *mutatis mutandis* [8], la même observation que celle en projet à l'article 3, 2/.

Article 9

La phrase liminaire serait mieux rédigée comme suit :

"L'article 75, § 1er, 6/, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers est remplacé par ce qui suit :".

---

(7) L'article 112, alinéa 5, de la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement prévoit en effet que "[l]es organismes gérant des systèmes belges de protection des investisseurs peuvent conclure avec des organismes étrangers toutes conventions de collaboration".

(8) Cette phrase doit en effet compléter l'article 113, § 2, alinéa 2, de la loi du 6 avril 1995, alinéa remplacé par l'article 165 de la loi-programme du 23 décembre 2009 et dont la dernière phrase est :

"Ce remboursement par le Fonds est aussi limité à l'intervention d'un maximum de 100.000 euros par le Fonds spécial de protection des dépôts et des assurances sur la vie, visés à l'article 6, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 portant exécution de la loi du 15 octobre 2008 portant des mesures visant à promouvoir la stabilité financière et instituant en particulier une garantie d'État relative aux crédits octroyés et autres opérations effectuées dans le cadre de la stabilité financière, en ce qui concerne la protection des dépôts et des assurances sur la vie, et modifiant la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers".

Article 10

Dans la phrase liminaire, il y a lieu de préciser, à la suite de la mention de l'intitulé de l'arrêté royal du 14 novembre 2008 précité, qu'il a été confirmé par l'article 199 de la loi-programme du 22 décembre 2008.

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS

CC

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 48.768/2
VAN 25 OKTOBER 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 28 september 2010 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot omzetting van richtlijn 2009/14/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2009 tot wijziging van richtlijn 94/19/EG inzake de depositogarantiestelsels wat dekking en uitbetalingstermijn betreft", heeft het volgende advies gegeven :

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit voorontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het indienen van een wetsontwerp bij het Parlement noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Twee omzettingstabellen waarin nauwkeurig aangegeven wordt welke bepalingen van de gedeeltelijk omgezette richtlijn overeenstemmen met die van het ontwerp dat tot de omzetting ervan strekt en *vice versa* dienen te worden opgesteld en gevoegd te worden bij het ontwerp dat bij de Kamer van volksvertegenwoordigers zal

worden ingediend [1], inzonderheid opdat de wetgevende kamers zich met kennis van zaken kunnen uitspreken over de keuze van de middelen waarvan de aanwending aan hen wordt voorgesteld en te voorkomen dat de uitoefening van het amenderingsrecht vastgelegd in artikel 76 van de Grondwet de grenzen te buiten gaat van de beoordelingsbevoegdheid die het Europese recht aan de lidstaten toekent [2].

Die informatie zal alleen dan volledig zijn als in de twee omzettingstabellen eveneens aangegeven wordt welke bepalingen van richtlijn 2009/14/EG overeenkomen met andere regelingen dan de ontworpen regeling die eveneens strekken tot de gedeeltelijke omzetting van die richtlijn. Zo wordt in de samenvatting die voorafgaat aan de memorie van toelichting bij het voorontwerp bijvoorbeeld melding gemaakt van het koninklijk besluit van 29 augustus 2009 tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 mei 1999 betreffende de informatieverstrekking aan deposanten en beleggers, waarbij artikel 1, punt 5), van richtlijn 2009/14/EG wordt omgezet, en van het koninklijk besluit van 16 maart 2009 betreffende de bescherming van deposito's en levensverzekeringen door het Bijzonder Beschermingsfonds voor deposito's en levensverzekeringen, waarin ook wijzigingen moeten worden aangebracht in het raam van de omzetting van deze richtlijn; in de inleiding van de memorie van toelichting wordt bovendien opgemerkt dat

---

(1) *Beginselen van de Wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbevelingen nrs. 191 tot 193, en in het bijzonder :
"191.1. Om te controleren of een richtlijn correct en volledig wordt omgezet, maak een concordantietabel op met de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn en van de er mee overeenstemmende (onderdelen van de) artikelen van de door u opgestelde tekst die in de omzetting voorziet. Vermeld eveneens in deze tabel :
a) de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn die eventueel reeds zijn omgezet, alsmede de overeenstemmende teksten van intern recht en de onderdelen van de artikelen waarbij de richtlijn is omgezet;
b) de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn die door een andere instantie nog moeten worden omgezet.
191.2. Om ieder artikel van de tekst die in de omzetting voorziet te kunnen lezen in het licht van de vereisten van de richtlijn, maak eveneens een concordantietabel op met de (onderdelen van de) artikelen van de tekst die in de omzetting voorziet en de (onderdelen van de) artikelen van de richtlijn."

(2) Aan deze kwestie is een ruimere uiteenzetting gewijd in het jaarverslag 2008-2009 van de Raad van State - www.raadvst-consetat.be, tab "De instelling", knop "Jaarverslagen", blz. 47 tot 49, in hoofdstuk II, C.2.a : De omzetting van richtlijnen en het opstellen van concordantietabellen - waarin op dit punt eveneens verwezen wordt naar het jaarverslag 2005-2006, hoofdstuk 2, B.III, nrs. 15 tot 17.

de verhoging van de dekking van de deposito's voorgeschreven bij artikel 1, punt 3, a), van richtlijn 2009/14/EG, die uiterlijk op 31 december 2010 tot stand moet worden gebracht, "reeds in Belgisch recht ingevoerd (werd) door het koninklijk besluit van 14 november 2008 tot uitvoering van de wet van 15 oktober 2008 houdende maatregelen ter bevordering van de financiële stabiliteit en inzonderheid tot instelling van een staatsgarantie voor verstrekte kredieten en andere verrichtingen in het kader van de financiële stabiliteit, voor wat betreft de bescherming van de deposito's en de levensverzekeringen, en tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten, bekrachtigd door de programmawet van 22 december 2008".

2. De Nationale Bank heeft in haar advies van 1 september 2010 de volgende suggestie gedaan :

> "afin de tenir compte des nouvelles fonctions qui seront prochainement exercées par la Banque Nationale de Belgique en matière de contrôle prudentiel, de remplacer les références dans le texte de l'avant-projet à la «Commission bancaire, financière et des assurances/Banque nationale de Belgique» par la référence à «autorité en charge du contrôle prudentiel»".

De wet van 2 juli 2010 tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en van de wet van 22 februari 1998 tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België, en houdende diverse bepalingen houdt immers een reorganisatie in van het prudentiële toezicht op de financiële instellingen. Met het oog op een correcte informatieverstrekking aan het Parlement zou in de memorie van toelichting concreet aangegeven moeten worden welke de "autoriteit belast met het prudentiële toezicht" is waarvan in het dispositief sprake is, naargelang van de onderscheiden tussen en de overdrachten van vormen van prudentieel toezicht [3] die voortvloeien uit de uitvoering van die wet van 2 juli 2010.

---

(3) Naar het Comité voor systeemrisico's en systeemrelevante financiële instellingen in een eerste fase en vervolgens naar de Nationale Bank van België.

Bijzondere opmerkingen

Indieningsbesluit

In de aanhef van het besluit waarbij het ontwerp wordt ingediend, dient volgens de handleiding betreffende de wetgevingstechniek [4] alleen wanneer de Raad van State met toepassing van artikel 3, § 2, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State uitsluitend in verband met de bevoegdheid om advies is verzocht over het voorontwerp van wet, melding te worden gemaakt van die bepaling, de dringende noodzakelijkheid en de redenen daarvoor, alsook van het advies van de afdeling Wetgeving : de vermelding van dit advies dient dan ook te vervallen, aangezien de afdeling Wetgeving *in casu* niet met toepassing van die wetsbepaling om advies wordt verzocht.

Dispositief

Nieuw artikel 1

Zoals in het opschrift wordt aangegeven, strekt het voorontwerp tot de omzetting van sommige bepalingen van richtlijn 2009/14/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 maart 2009 tot wijziging van richtlijn 94/19/EG inzake de depositogarantiestelsels wat dekking en uitbetalingstermijn betreft.

In artikel 2, lid 1, derde alinea, van die richtlijn 2009/14/EG wordt bepaald dat, wanneer de lidstaten de wettelijke bepalingen aannemen die noodzakelijk zijn om aan die richtlijn te voldoen, "in die bepalingen zelf of bij de officiële bekendmaking daarvan naar deze richtlijn verwezen (wordt). De regels voor die verwijzing worden vastgesteld door de lidstaten."

---

(4) Zie meer in het bijzonder de aanbevelingen nrs. 36.4 en 227, b), alsook formule F 3-5-5 en model F 5, dat hoofdstuk 5 van deel 5 vormt.

Het dispositief van het voorontwerp behoort dienovereenkomstig te worden aangevuld met een nieuw artikel 1 dat de relevante verwijzingen bevat naar de bepalingen van de richtlijn die bij de andere bepalingen van het dispositief ten dele wordt omgezet [5].

Artikel 2

Artikel 110, vijfde lid, van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen luidt als volgt :

"De instanties die een Belgische depositobeschermingsregeling beheren mogen samenwerkingsovereenkomsten sluiten met buitenlandse instanties".

In artikel 2, onderdeel 2/, is, in het ontworpen lid, de uitdrukking "instanties bedoeld in het vijfde lid" bijgevolg dubbelzinnig, aangezien in dat vijfde lid niet alleen sprake is van "instanties die een Belgische depositobeschermingsregeling beheren" maar ook van "buitenlandse instanties". De tekst behoort bijgevolg aldus te worden herzien dat die dubbelzinnigheid opgeheven wordt en dat op die manier gezorgd wordt voor een correcte omzetting van artikel 10, lid 1, vierde alinea, van richtlijn 94/19/EG, naar luid waarvan "de lidstaten (...) er zorg voor (dragen) dat de depositogarantiestelsels regelmatig tests op hun systemen uitvoeren".

Artikel 3

In onderdeel 2/ behoort in de ontworpen zin, *in fine*, niet opnieuw melding te worden gemaakt van het opschrift van het koninklijk besluit van 14 november 2008 tot uitvoering van de wet van 15 oktober 2008 houdende maatregelen ter bevordering van de financiële stabiliteit en inzonderheid tot instelling van een staatsgarantie voor verstrekte kredieten en andere verrichtingen in het kader van de financiële stabiliteit, voor wat betreft de bescherming van de deposito's en de levensverzekeringen, en tot wijziging van

(5) *Beginselen van de Wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling nrs. 94 en 195, formules F 4-1-2-1 tot 4-1-2-3.

de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten.

Die zin is immers bedoeld als aanvulling van artikel 110*bis*[2], § 2, eerste lid, van de wet van 22 maart 1993, welk lid vervangen is bij artikel 164 [6] van de programmawet van 23 december 2009, en waarvan de laatste zin als volgt luidt :

> "Deze terugbetaling door het Fonds is tevens beperkt tot de tegemoetkoming van maximum 100.000 euro door het Bijzonder Beschermingsfonds voor deposito's en levensverzekeringen, bedoeld in artikel 6, eerste lid, van het koninklijk besluit van 14 november 2008 tot uitvoering van de wet van 15 oktober 2008 houdende maatregelen ter bevordering van de financiële stabiliteit en inzonderheid tot instelling van een staatsgarantie voor verstrekte kredieten en andere verrichtingen in het kader van de financiële stabiliteit, voor wat betreft de bescherming van de deposito's en de levensverzekeringen, en tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten."

De ontworpen zin, die onmiddellijk zal volgen op de vorenstaande zin, mag dan ook eindigen met de woorden "in overeenstemming te brengen met dat artikel 6, eerste lid".

Artikel 5

In artikel 5, onderdeel 2/, geeft het ontworpen lid *mutatis mutandis* [7] aanleiding tot dezelfde opmerking als het ontworpen lid vervat in artikel 2, onderdeel 2/.

---

(6) Overeenkomstig artikel 172 van de programmawet van 23 december 2009 treedt artikel 164 van die wet in werking op 1 januari 2011, dat is op dezelfde dag als artikel 3 van het voorliggende voorontwerp.

(7) Artikel 112, vijfde lid, van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen luidt immers als volgt : "De instanties die een Belgische beschermingsregeling voor beleggers beheren, mogen samenwerkingsovereenkomsten sluiten met buitenlandse instanties".

Artikel 6

In artikel 6, onderdeel 2/, geeft de redactie van de ontworpen zin *mutatis mutandis* [8] aanleiding tot dezelfde opmerking als de ontworpen zin vervat in artikel 3, onderdeel 2/.

Artikel 9

De inleidende zin zou beter als volgt gesteld worden :

"Artikel 75, § 1, 6/, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten wordt vervangen als volgt :".

Artikel 10

In de inleidende zin moet na de vermelding van het opschrift van het voornoemde koninklijk besluit van 14 november 2008 worden aangegeven dat dit besluit bekrachtigd is bij artikel 199 van de programmawet van 22 december 2008.

---

(8) Die zin is immers bedoeld als aanvulling van artikel 113, § 2, tweede lid, van de wet van 6 april 1995, welk lid vervangen is bij artikel 165 van de programmawet van 23 december 2009, en waarvan de laatste zin als volgt luidt :
"Deze terugbetaling door het Fonds is tevens beperkt tot de tegemoetkoming van maximum 100.000 euro door het Bijzonder Beschermingsfonds voor deposito's en levensverzekeringen, waarvan sprake in artikel 6, eerste lid, van het koninklijk besluit van 14 november 2008 tot uitvoering van de wet van 15 oktober 2008 houdende maatregelen ter bevordering van de financiële stabiliteit en inzonderheid tot instelling van een staatsgarantie voor verstrekte kredieten en andere verrichtingen in het kader van de financiële stabiliteit, voor wat betreft de bescherming van de deposito's en de levensverzekeringen, en tot wijziging van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M.	BAGUET,	
	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS